



N°1213
25 février
au 17 mars 2022



Focus

Métiers 2030 - quels métiers recruteront à l'horizon 2030 / DARES, France Stratégie, 03/2022

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/metiers-2030>

Les Métiers en 2030 dresse un panorama chiffré des perspectives des métiers à l'horizon 2030 qui intègre à la fois les grandes tendances observées par le passé et les évolutions attendues sur les plans démographiques, économiques, technologiques et environnementaux. Le rapport, coréalisé par France Stratégie et la Dares, vise à anticiper les évolutions et besoins par secteur et les déséquilibres potentiels entre offre et demande d'emploi, afin de guider les politiques publiques.

Dessiner la Santé publique de demain / CHAUVIN Franck

Ministère de la solidarité et de la santé, 11/2021, 158 p.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_chauvin.pdf

Fondée sur les valeurs de l'équité, la solidarité, la transparence et l'efficacité, l'évolution du système de santé se construit autour de cinq principes d'action :

- repositionner la lutte contre les inégalités sociales et territoriales au cœur des politiques ;
- établir la santé en tant que paramètre d'intervention et d'évaluation de toutes les politiques publiques ;
- renforcer la mise en œuvre territoriale de la santé publique ;
- promouvoir la démocratie en santé ;
- appliquer une approche dite de « One Health » (une seule santé) qui vise à développer les collaborations interdisciplinaires entre la santé humaine, animale et environnementale.

S'appuyant sur l'innovation (technologique, scientifique, sociale et organisationnelle) cette évolution permettra de combler en 10 ans le retard en espérance de vie en bonne santé, améliorer le système de santé et pérenniser le système de protection sociale et promouvoir la santé pour toutes et tous.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Sport



Contre le harcèlement scolaire, la ville a sorti la caméra / BUTZBACH Malika

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/03/2022, n° 2606, p. 46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39853294/contre-le-harcelement-scolaire-la-ville-a-sorti-la-camera>

A partir d'un court-métrage réalisé par des jeunes, la ville de Bourgoin-Jallieu (Isère, 27 500 hab.) a construit une campagne de sensibilisation au harcèlement scolaire qui s'adresse à tous.

Les territoires éducatifs ruraux peinent à convaincre / FOIN Michèle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/03/2022, n° 2606, p. 38-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/794656/les-territoires-educatifs-ruraux-peinent-a-convaincre/>

Les territoires éducatifs ruraux (TER) visent à lutter contre les inégalités territoriales et sociales en matière d'éducation, et à soutenir l'ambition des élèves ruraux. Les TER concernent 61 territoires isolés géographiquement et en déclin. Chacun est constitué d'au moins un collège et des écoles du bassin de recrutement. Il s'agit de mettre en synergie les acteurs d'un bassin de vie autour d'un projet éducatif. Mais ils sont difficiles à fédérer et manquent de temps et de moyens.

Le service minimum d'accueil à l'école loin d'être garanti / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 07/03/2022, n° 2605, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/792974/le-service-minimum-daccueil-a-lecole-loin-detre-garanti/>

Quel personnel se cache derrière le service minimum d'accueil des écoliers en cas de grève des enseignants ? Chargées de répondre à cette question, les communes s'organisent comme elles le peuvent... ou comme elles le veulent.



Des robots pour enseigner ?

Info formation (I'), 01/03/2022, n° 1027, p. 16

Que peut-on attendre des robots en matière d'enseignement ? GEM Labs, le laboratoire expérimental de Grenoble Ecole de management, a établi un partenariat de co-innovation avec le fabricant de plateformes robotiques Wyca Robotics et apporte des éléments de réponse.

Le sport-santé trouve une porte d'entrée dans les clubs / VIGNE LEPAGE Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 28/02/2022, n° 2604, p. 43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796307/le-sport-sante-trouve-une-porte-d-entree-dans-les-clubs>

La ville et des enseignants d'activité physique adaptée ont créé, pour les malades chroniques, un sas vers la pratique sportive en club.

Construction des féminités et des masculinités juvéniles dans le sport / GUERANDEL Carine, MARDON Aurélie

Agora débats/jeunesse, 2022, n° 90, p. 57-150

Ce dossier s'intéresse au rôle des institutions sportives dans la « fabrique » des masculinités et des féminités des jeunes. En tant que « marqueur » indéniable de la jeunesse impliquant la mise en jeu du corps, le sport apparaît comme un contexte particulièrement intéressant pour étudier l'incorporation du genre. En effet les jeunes sportifs travaillent, dans et par leur pratique sportive, leur rapport au corps et au monde, qu'ils ont intériorisé auparavant dans d'autres sphères du social. Mobilisant des méthodes variées et des perspectives d'analyse originales, les articles rassemblés montrent par quels processus certaines socialisations sportives participent à la reproduction de l'ordre du genre, quand d'autres permettent de le questionner, mais sans jamais réellement le renverser.

<https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2022-1.htm>

[Retour sommaire](#)

Action internationale/Europe

Les territoires de France à l'heure internationale : une approche diplomatique [Dossier]

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 34-84

Au sommaire :

- De quoi la Commission nationale de la coopération décentralisée est-elle le nom ?, André Viola
- L'action extérieure des intercommunalités existe-t-elle ?, Maylis Douence
- Quelle coopération décentralisée en santé ? Cécile Castaing
- Vers une remise en question du bien-fondé de la diplomatie économique ? Laura Bourrel et Léo Garcia
- Droit international public et coopération décentralisée : une relation teintée d'incertitudes et d'ambivalences, Anouche Beaudoin
- La coopération décentralisée à l'aune du droit de l'Union européenne, Olivier Dubos
- L'action extérieure des outre-mer : une diplomatie démultipliée ? Marc Abadie

Quelle coopération décentralisée en santé ? / CASTAING Cécile

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 50-57

"S'il est bien une question dont on ne peut pas dire qu'elle n'a rien à voir avec la choucroute, c'est bien la coopération sanitaire transfrontalière". C'est ainsi qu'Olivier Renaudie démontre qu'il existe des caractéristiques épidémiologiques dans certaines zones géographiques et que les populations des régions situées de part et d'autre d'une frontière peuvent être sujettes à des pathologies similaires en raison d'habitudes alimentaires communes. Cette simple observation suffit à montrer qu'il n'existe pas une santé française et d'autres santés par-delà les frontières...

Aménagement et développement des territoires

Avec le ZAN et la réforme fiscale, le foncier vaut de l'or [Dossier] / GERBEAU Delphine, NEAU Cédric, PICOT David

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/795106/avec-le-zan-et-la-reforme-fiscale-le-foncier-vaut-de-lor/>

La baisse de 50 % de l'artificialisation des sols en dix ans, posée par la loi « climat et résilience », porte le risque d'une inflation des coûts du foncier. Pour les professionnels du secteur, des visions stratégiques de long terme doivent être élaborées. Avec la suppression de la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties est le seul impôt local dynamique. Arbitrer entre construction de logements, développement de zones économiques et protection de la nature, c'est le dilemme des élus locaux.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39853239/zones-d-activites-et-loi-climat-les-collectivites-s-outillent>

<https://www.lagazettedescommunes.com/795105/zan-et-reforme-fiscale-des-arbitrages-delicats/>

Du fragile équilibre des abattoirs de proximité dépend la survie des élevages locaux / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39853274/du-fragile-equilibre-des-abattoirs-de-proximite-depend-la-survie-des-elevages-locaux>

Depuis des années, les abattoirs publics subissent des difficultés financières, entraînant parfois leur fermeture, au détriment des filières de viandes locale.

La valorisation des producteurs par le développement de la vente en circuit court donne à l'abattage de proximité de nouveaux espoirs de développement.

Les investissements sont portés par les différents niveaux de collectivités, par l'Etat, et par les utilisateurs des équipements, qui s'engagent à garantir des tonnages.

[Retour sommaire](#)

Faire territoire dans un monde incertain / PASQUIER Romain

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 9-12

La crise sanitaire agit comme un révélateur puissant des fragilités de la gouvernance « à la française ». Ce qui constituait le socle et l'efficacité du modèle républicain hexagonal comme les principes d'égalité territoriale ou celui de la supériorité supposée de l'État central à coordonner l'action publique sont interrogés frontalement par l'intensité de la crise pandémique et les conséquences économiques et sociales qui en découlent. À bas bruit d'abord, puis comme une prophétie auto réalisatrice ensuite, le territoire s'est imposé progressivement dans le débat public comme une manière de poser un diagnostic et d'imaginer des solutions différenciées, peut-être plus agiles, à la crise. Mais suffit-il de qualifier de « territorial » tout dispositif gouvernemental ou de vouloir ancrer l'action publique dans les « territoires » pour changer le fond et la forme de notre tradition étatique centralisée ? Le doute est permis tant la gouvernance hexagonale rencontre des difficultés structurelles : défiance politique, fragmentation organisationnelle, fractures territoriales et des niveaux de dépense publique parmi les plus élevés du monde occidental. Notre perspective est donc ici le territoire pas simplement comme une catégorie d'action publique mais avant tout comme un espace sociopolitique, c'est-à-dire un système d'acteurs doté d'une autonomie relative, en capacité de prendre en charge une série de défis collectifs pour le bien commun. Faire territoire va donc supposer de développer une capacité politique dans le but de répondre aux défis multiples d'un monde plus que jamais incertain. Faire territoire est de ce point de vue une composante essentielle des stratégies de résilience de demain.

Culture



Comment une salle de concert incite à délaissier la voiture / LANGLOIS Géraldine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39853264/comment-une-salle-de-concert-incite-a-delaissier-la-voiture>

A Lille (Nord, 234 500 d'hab), l'Aéronef récompense les spectateurs qui utilisent des modes de transports doux. Un moyen efficace de limiter son empreinte carbone.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



Des cours de basque pour communiquer avec les usagers / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 24

<https://www.lagazettedescommunes.com/793400/des-cours-de-basque-pour-communiquer-avec-les-usagers/>

La ville d'Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques, 80 agents - 6 900 hab.) est engagée pour la formation de ses agents à la langue basque, dans le but de marquer le respect de l'identité du territoire.



Un dispositif interne évalue l'action départementale / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 25

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39829030/un-dispositif-interne-evalue-l-action-departementale>

Le département de l'Isère (4 700 agents - 1,26 million d'hab.) dispose d'une cellule de deux agents et d'un comité permanent d'évaluation des politiques publiques qui examinent la pertinence de ses actions.

[Retour sommaire](#)

Présentation de la loi « 3DS » (compte-rendu)

Territoires Conseils, 22/02/2022

<https://www.banquedesterritoires.fr/presentation-de-la-loi-3ds-compte-rendu>

La loi 3DS du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale est un texte dense qui impacte les collectivités dans toute une série de domaines. Compte-rendu d'une présentation effectuée en visioconférence.

<https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2022-02/Pr%C3%A9sentation%20de%20la%20loi%203DS.pdf>

Ce que la crise sanitaire nous apprend des institutions publiques en France

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 13-17

L'analyse de la crise Covid et des réactions des acteurs publics est riche d'enseignements sur les institutions publiques en France, et notamment sur la relation entre l'État et les collectivités locales. À l'aune notamment du travail engagé par l'Association des Administrateurs territoriaux de France (AATF), le retour d'expérience doit nous permettre d'apprendre de nos erreurs collectives. À l'orée d'une nouvelle crise des finances publiques, il est utile de porter au débat public ce que nous attendons réellement des acteurs publics locaux. Cette contribution évoque les enseignements de cette crise et se penche sur les effets d'apprentissage qui en découlent, avant d'engager un véritable exercice de « crisologie » !

Contrats et montages immobiliers publics [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 02/2022, n° 228, p. 11-74

Au sommaire :

- Choisir le mode contractuel le plus adapté : conseils et recommandations, Aldo Sevino
- Le recours au bail en l'état futur d'achèvement par les personnes publiques, Laurent Bidault
- VEFA et commande publique de recourir au crédit-bail immobilier pour la réalisation d'équipements publics ? Johan Sanguinette
- Quelle opportunité pour la personne publique de recourir au crédit-bail immobilier pour la réalisation d'équipements publics ? Camille Morot-Monomy, Guillaume Castagnino et Mélissa Rivière
- Le bail à construction est-il adapté aux personnes publiques ? Laurent Bidault et Baptiste Robelin
- Le recours au bail emphytéotique, Kawthar Ben Khelil et François Tenailleau
- La conclusion des baux sur le domaine privé des personnes publiques, Cyrille Rollin
- Recours à la cession foncière avec charges : quel risque de requalification ? Astrid Boullault
- Montages immobiliers qualifiés de marchés de travaux : dans quel cas ? Victoria Goachet
- Les marchés globaux : un outil attractif ? Ana Nuytten
- Contrat de la commande publique et valorisation immobilière : une cohabitation difficile ? Gaëlle Collin
- La requalification des contrats immobiliers : quels sont les risques ? Marie Berrezai et Guillaume Geffroy

Commande publique responsable : Comment passer à une politique d'achat stratégique ? [Dossier]

Intercommunalités, 02/2022, n° 268, p. 6-15

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco268-WEB.pdf>

Si le législateur a fixé des objectifs ambitieux aux acheteurs publics en matière de commande publique responsable, ils sont encore loin d'être atteints. Ce dossier présente des pistes pour mieux exploiter ce levier au service du développement durable des territoires.

Relations Etat-Collectivités territoriales [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2022, n° 2, p. 67-88

- Relations Etat-collectivités territoriales : l'examen du contrôle de légalité par Pierre Villeneuve
- Dérogation aux normes réglementaires : un pouvoir préfectoral par Jean-Charles Jobart
- Contractualisation financière Etat-collectivités territoriales : état des lieux par Jean-David Dreyfus
- Le maire, agent de l'Etat : un concentré de déconcentration par Philippe Jacquemoire
- Quand les collectivités se rebellent contre l'Etat : l'exemple de la politique environnementale par Marianne Moliner-Dubost

[Retour sommaire](#)

Le nudge administratif / MARKUS Jean-Paul

Revue française de droit administratif, 01/2022, n° 1, p. 85-96

Le nudge, littéralement "coup de coude", traduit dans le contexte en "incitation douce", est une notion d'économie comportementale qui consiste à créer un environnement matériel ou psychologique autour des individus de nature à les orienter à leur insu dans leurs choix de vie, et cela dans leur intérêt supposé. Cette méthode d'administration, entrée dans la gamme des outils d'exécution des politiques publiques, évite parfois le recours à une réglementation aussi tatillonne qu'intrusive et coûteuse. Mais elle ne fait à ce jour l'objet d'aucun contrôle juridictionnel.

Intégrer une dimension sociale grâce aux marchés réservés / PARDO LEBON Vanessa

Techni.cités, 02/2022, n° 350, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/786737/integrer-une-dimension-sociale-grace-aux-marches->

Si la loi Climat et résilience fait entrer la protection de l'environnement dans les marchés publics, certains articles du code de la commande publique sont à connaître pour faire une place au social.

Emploi/Formation



Dans la peau d'un entrepreneur, le temps d'un job d'été / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/793822/dans-la-peau-dun-entrepreneur-le-temps-dun-job->

A la communauté de communes Erdre et Gesvres (CCEG), après une interruption en 2020 liée au Covid, la coopérative jeunesse de services (CJS) a regroupé, l'été dernier, douze à quinze jeunes volontaires de 16 à 18 ans. Objectif : construire une entreprise éphémère avec ses prestations et ses services.



Un coup de pouce régional au compte personnel de formation des chômeurs / FRANCK

Emmanuel

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 40

<https://www.lagazettedescommunes.com/793434/un-coup-de-pouce-regional-au-compte-personnel-de-formation-des-chomeurs/>

Les Hauts-de-France connaissent un taux de chômage de 9,4 % au premier trimestre 2021 et de nombreux jeunes sortent de formation initiale sans qualification. La région a décidé, début 2021, de favoriser l'accès des demandeurs d'emploi de son territoire aux formations qualifiantes. Le compte personnel de formation des demandeurs d'emploi est abondé pour ceux qui demandent une formation hors catalogue du territoire.



Des robots pour enseigner ?

Info formation (I'), 01/03/2022, n° 1027, p. 16

Que peut-on attendre des robots en matière d'enseignement ? GEM Labs, le laboratoire expérimental de Grenoble Ecole de management, a établi un partenariat de co-innovation avec le fabricant de plateformes robotiques Wyca Robotics et apporte des éléments de réponse.

Victime de son succès ? Le compte personnel de formation fait face aux fraudes

Info formation (I'), 01/03/2022, n° 1027, p. 9-14

Lancé le 21 novembre 2019, le nouveau CPF désintermédié et à la seule main des actifs a réussi son pari de démocratisation de la formation. Devenue une place de marché très active, la plateforme incarne une approche plus individuelle et plus autonome, contribue à la transformation des modèles économiques des organismes de formation et bouscule les relations entre salariés et employeurs. En 2022, le CPF devra répondre à des enjeux d'insertion dans des parcours professionnalisants et aux défis de régulation dont un volet sensible de lutte contre la fraude.

[↩ Retour sommaire](#)

Votre reconversion, c'est leur boulot... et (surtout) un marché à part entière !

Liaisons sociales magazine, 03/2022, n° 230, p. 26-28

Difficile d'y échapper : des couvertures de magazines qui s'entichent de portraits de reconvertis comblés aux études décortiquant les incontournables métiers d'avenir, en passant par les publicités pour les bilans de compétence, les appels à la reconversion professionnelle bénéficient d'un écho inégalé. Certes, il faut bien distinguer l'aspiration du passage à l'acte, les motivations qui y mènent, les changements subis ou voulus, les trajectoires disparates et l'accès incertain à un nouveau job en fonction des tranches d'âge, des catégories socioprofessionnelles et des

Des cours en ligne permettent aux agents de se remettre à niveau en orthographe et en expression / VILLE Frederic

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796273/des-cours-en-ligne-permettent-aux-agent-de-se-remettre-a-niveau-en-orthographe-et-en-expression>

La maîtrise du français est une compétence de plus en plus nécessaire depuis l'avènement du télétravail. Des agents participent à des séances de rattrapage.

Formation de certains agents publics pour favoriser leur évolution professionnelle : apports de l'ordonnance du 26 mai 2021 / AUBIN Emmanuel, MOZOL Patrick

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2022, n° 2, p. 89-91

Depuis la loi de 2007, on constate une volonté récurrente du législateur d'améliorer le droit à la formation professionnelle des agents afin de favoriser soit leur mobilité, soit leur évolution professionnelle au sein de la fonction publique territoriale (FPT). Au regard de la persistance des gouvernants à modifier le droit applicable à la formation des agents, la question se pose de savoir pourquoi l'accent est mis sur les projets de mobilité et d'évolution professionnelle alors que la stabilité des personnels est souvent recherchée par les autorités administratives. L'ordonnance du 26 mai 2021 illustre la tendance de la méthode consistant à opérer des "transformations souterraines" dans la fonction publique afin de réduire progressivement les particularismes de celle-ci et à appréhender le fonctionnaire ou agent public avant tout comme une personne dans une situation professionnelle concrète.

Finances publiques/Gestion locale

Assurances : les collectivités sur la corde raide [Dossier] / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 30-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/794443/assurances%e2%80%89-les-collectivites-sur-la-corde-raide/>

Propriétaire de nombreux biens - bâtiments et édifices, flotte de véhicules, mobilier urbain, ouvrages de traitement des eaux -, les collectivités sont confrontées à une hausse des dégradations et à un dialogue plus tendu avec leurs assureurs.

Maladie, accident, décès... Les employeurs publics assurent souvent les absences des agents. Mais, sur fond d'allongement de la pyramide des âges et de hausse tarifaire, ils doivent procéder à des arbitrages financiers sur les risques à couvrir !

Les collectivités manquent encore de maturité pour se prémunir contre les attaques informatiques, de plus en plus courantes et coûteuses. Au risque, parfois, de mal évaluer les conditions de garanties de leur contrat.

Au sommaire :

- Sur l'assurance statutaire, la couverture revue à la baisse

- "Un contrat ne prendra jamais en charge le paiement des rançons informatiques"

<https://www.lagazettedescommunes.com/794455/sur-lassurance-statutaire-la-couverture-revue-a-la-baisse/>

<https://www.lagazettedescommunes.com/795044/%e2%80%89un-contrat-ne-prendra-jamais->

[☞ Retour sommaire](#)

Les ressources des collectivités locales sont-elles suffisantes ? / TAILLEFAIT Antony

Actualité Juridique. Droit Administratif, 21/02/2022, n° 6/2022, p. 322-327

Si l'on en croit les élus locaux, leurs ressources sont assurément insuffisantes. Si l'on en croit l'Etat – et la Cour des comptes –, leur situation globale est en moyenne prospère. Cet éternel débat a été renouvelé ces dernières années par l'effeuillage de la fiscalité locale – et la vision restrictive du Conseil constitutionnel sur la notion d'autonomie financière. Surtout, la gestion par les crises des finances publiques locales devient insoutenable. Le financement des interventions de proximité des collectivités locales doit être stable et suffisant.

Les incidences de la crise sanitaire sur les recettes tarifaires perçues par le bloc communal en 2020 / PORTAL Eric

Revue française de finances publiques, 02/2022, n° 157, p. 197-209

La crise sanitaire en 2020 a profondément impacté les services publics portés par les communes et leurs groupements et par conséquent leurs recettes tarifaires. En effet, les recettes tarifaires bénéficient d'une modularité importante qui a permis une hausse substantielle de la part des redevances dans les budgets du bloc communal ces dernières années, hausse qui a été interrompue brutalement en 2020. Au-delà de la baisse mécanique du produit des redevances du fait de la fermeture de certains services publics en 2020, la crise a amené les communes et leurs groupements à moduler leurs tarifs, voire à remettre en cause le modèle économique de certains d'entre eux.



Retour d'expérience Angevin : systèmes d'information et modélisation systémique. Concept, méthode et application sur deux exemples concrets / GILLARD Franck

Revue du gestionnaire public, 02/2022, n° 1, p. 47-56

Toute la difficulté de la mise en oeuvre d'un système d'information, quel qu'il soit, se trouve dans la capacité à prendre du recul sur celui-ci.

Complexe par définition, il peut être utile de s'appuyer sur un modèle pour mieux comprendre les "forces" en présence, leurs interactions réciproques...

Loi de finances pour 2022 [Dossier] / KLOPFER Michel, MARTEAU Didier, SIMON Claire

Revue du gestionnaire public, 02/2022, n° 1, p. 10-27

Comme chaque année la Revue du Gestionnaire public vous propose dans ce dossier spécial de décrypter la loi de finances.

Composé de 3 articles, il propose de faire un tour d'horizon des mesures les plus significatives pour les trois échelons de collectivités : le bloc communal, le département et la région.

Crises et finances publiques [Dossier]

Gestion & finances publiques : la revue, 01/2022, n° 1, p. 5-105

Au sommaire :

- Introduction du dossier par M. Leroy
- Les finances de guerre par Emmanuel de Crouy-Chanel
- La science financière classique en crise(s) - Un Prequel pour quel Quiproquo ? par Henry Michel Crucis
- Crises économiques et décisions financières et fiscales par Jean-Marie Monnier
- Les désajustements de l'État social par Clément Carbonnier, Bruno Palier
- Les décisions financières et fiscales de crise : le cas des crises sociales par Michel Le Clainche
- Les finances publiques face aux crises écologiques et naturelles par Robin Degron
- Exécutif et législatif dans la crise, quels enseignements en matière de finances publiques ? par Céline Husson-Rochcongar
- Les normalisateurs comptables acteurs des crises financières par Sébastien Kott
- Investir dans la crise - Les dettes souveraines périphériques saisies par les acteurs privés par Benjamin Lemoine
- Les instruments juridiques financiers et les crises par Gilbert Orsoni
- Les aides publiques de soutien à l'économie en contexte de crise par Denis - - La crise et le court-circuit - Le financement des politiques culturelles grecques à l'épreuve de l'austérité budgétaire par Thomas Helie

[🔍 Retour sommaire](#)

Recrutement et emploi [Dossier]

Magazine de l'ANDRH (Le), 01/2022, n° 615, p. 42-57

Nouvelle année rime souvent avec nouveaux besoins métiers et donc recrutement !

Dans ce dossier, découvrez des retours d'expériences concrets sur des problématiques actuelles ou des sources de questionnement autour de cette thématique centrale...

La certification des comptes locaux : Colloque de Lyon, 10 décembre 2021

Gestion & finances publiques : la revue, 01/2022, n° 1, p. 106-162

Compte-rendu des interventions du colloque "la certification des comptes locaux : de l'expérimentation à la généralisation ?", Lyon, 10 décembre 2021

Le budget participatif : un dispositif au service du management de la valeur publique ? / SOLD

Edina, CARMOUZE Laura, DU BOYS Céline

Politiques et management public, 10/2021, n° 4, p. 425-444

<https://pmp.revuesonline.com/resnum.jsp?editionId=3737>

Dans un contexte de crise démocratique nationale (voire internationale) sur fond d'austérité, la réflexion développée dans cet article interroge les recherches en management public qui doivent faire face aux défis sociétaux de dialogue avec les citoyens et en finir avec le nouveau management public. L'objectif est alors de comprendre en quoi le budget participatif (BP) peut être considéré comme un dispositif au service du management de la valeur publique. Afin d'apporter un éclairage empirique, le design de cette recherche qualitative se veut exploratoire, fondé sur une étude de cas unique et des entretiens semi-directifs, qui permettent de recueillir les impressions des managers et d'un élu sur une commune française ayant mis en place un dispositif de BP.

Fonction publique/Statut

Droit syndical : comment assurer ses conditions matérielles / PERRIER Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 52-53

<https://www.lagazettedescommunes.com/794546/droit-syndical-comment-assurer-ses-conditions->

Garantie à plusieurs titres, la liberté syndicale doit être assurée par l'employeur public. Cette liberté syndicale peut toutefois parfois être restreinte en raison des nécessités de service. Rappel des conditions matérielles à mettre en place pour assurer le droit syndical des agents.

Les adjoints techniques territoriaux [10 questions] / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 30-31

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39853201/les-adjoints-techniques-territoriaux>

L'accès au premier grade est direct, sans concours. Une liste d'aptitude établie après concours (externe, interne, 3 e concours) mène au grade d'adjoint technique territorial principal de 2 e classe.

Chargés de tâches techniques d'exécution, les adjoints techniques territoriaux exercent leurs fonctions dans différents domaines : bâtiment, voirie, restauration, artisanat d'art, par exemple.

Les agents déjà fonctionnaires avant leur nomination sont dispensés de stage s'ils ont accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

Le renouvellement de l'engagement des contractuels / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39829047/le-renouvellement-de-l-engagement-des-contractuels>

L'agent contractuel dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître, le cas échéant, son acceptation de la décision de renouveler son contrat d'engagement.

Le renouvellement abusif de contrats à durée déterminée ouvre à l'agent concerné un droit à l'indemnisation du préjudice subi lors de l'interruption de la relation d'emploi.

La loi du 26 janvier 1984 permet, dans certains cas, le renouvellement pour une durée indéterminée de l'engagement de l'agent contractuel.

[↩ Retour sommaire](#)

Tout savoir sur l'emploi des travailleurs handicapés dans la FPT / BRUNELLA Stéphane
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 52-54

<https://www.lagazettedescommunes.com/793259/tout-savoir-sur-lemploi-des-travailleurs-handicapes->

Tout employeur public (collectivité territoriale ou établissement public administratif) qui occupe au moins 20 agents a une obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Dans cette analyse, Stéphane Brunella, directeur général des services, met en lumière toutes les étapes de ces contrats particuliers.

Mettre en œuvre le temps partiel thérapeutique

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 66-67

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796364/mettre-en-ruvre-le-temps-partiel-therapeutique>

Le temps partiel thérapeutique déroge au temps partiel de droit commun, tant dans ses modalités d'octroi que dans ses effets. Dans la droite ligne de la simplification procédurale recherchée par les réformes successives, le processus d'octroi du temps partiel thérapeutique se veut allégé. Les nouvelles modalités procédurales sont applicables aux autorisations accordées à compter du 11 novembre 2021, y compris dans le cadre d'un renouvellement.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044310806>

Les femmes grignotent du terrain [Dossier] / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 32-37

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796284/les-femmes-grignotent-du-terrain>

Le nombre de femmes à la tête de collectivités territoriales progresse, notamment grâce au dispositif de nominations équilibrées, qui prévoit un seuil de 40 % de dirigeants de même sexe. Mais des disparités demeurent. Des outils et des dispositifs d'accompagnement ciblant les femmes voient le jour, visant à contrer les effets de certains biais de genre. Mais le choix de les réserver aux femmes se pose. L'évolution, à la faveur de la crise sanitaire et des nouvelles organisations du travail qu'elle a imposées, du modèle de dirigeant territorial pourrait faire émerger une figure de leader beaucoup moins genrée.

Le cadre d'emplois des infirmiers de SPP / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/65599/les-infirmiers-de-sapeurs-pompiers-professionnels-en-10-questions/>

Les infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels (SPP) constituent un cadre d'emplois d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A. Le concours comporte une phase d'admissibilité comprenant l'examen du dossier de candidat et une phase d'admission consistant en un entretien avec le jury. Une fois recrutés, les agents sont nommés stagiaires pour une durée d'un an et doivent suivre une formation d'intégration obligatoire à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033076574/>

Avez-vous un référent laïcité ? C'est obligatoire / LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 24-26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796265/avez-vous-un-referent-laicite-r-c-est-obligatoire>

La loi « respect des principes de la République » du 24 août 2021 et son décret d'application assoient juridiquement la désignation du référent laïcité dans les collectivités. Mais quelles modifications cela implique-t-il ?

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044560491>

La loi de transformation de la fonction publique

Intercommunalités, 02/2022, n° 268, p. 18-19

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco268-WEB.pdf>

La pratique confirmera si elle a engendré une transformation de la fonction publique, mais il apparaît que la loi du 6 août 2019 donne, dans l'immédiat, plus de souplesse aux employeurs publics, riche de nombreuses mesures, elle concerne en particulier trois domaines : le dialogue social et les questions statutaires, le recours aux contractuels, ainsi que l'égalité professionnelle femmes-hommes.

[↩ Retour sommaire](#)

Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de la catégorie C

Informations administratives et juridiques (les), 01/2022, n° 1, p. 2-12

Deux décrets du 24 décembre 2021 procèdent à une revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale au 1er janvier 2022.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000032526775>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000032527130?init=true&page=1&query=d>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000866458?init=true&page=1&query=d>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000692389?init=true&page=1&query=d>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000732014/?isSuggest=true>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000646940/?isSuggest=true>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000025714088?init=true&page=1&query=d>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022018443/?isSuggest=true>

Les recours du préfet contre les actes en matière de personnel

Informations administratives et juridiques (les), 01/2022, n° 1, p. 14-26

Dans le cadre du contrôle de légalité qu'il exerce sur les actes des collectivités et de leurs établissements publics, le préfet dispose de voies d'accès spécifiques au juge administratif pour demander l'annulation ou la suspension des actes qu'il estime illégaux. Sur ce fondement, des instructions récentes invitent les préfets à renforcer leur contrôle de l'application de certaines mesures de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Information/Communication/TIC

L'heure des villes moyennes, vraiment ? / WALTER Bruno

Brief magazine, 03/2022, n° 96, p. 32-33

Cinquante ans après la parution du fameux essai "Small is beautiful", les citoyens aspirent à vivre mieux dans des territoires plus petits. Les villes moyennes peuvent en profiter, à condition de qualifier leurs offres et leurs parcours d'accueil.

Couacs du web : comment les éviter et les corriger ? / GUICHETEAU Barbara

Brief magazine, 03/2022, n° 96, p. 19-31

SOS mon internet a craqué ! Bugs, piratages, blocages intempestifs, fake news, bad buzz et autres réjouissances digitales sont devenus le lot quotidien des communicants publics, soirs et week-ends compris avec la pandémie. Ce qui leur impose vigilance et adaptabilité pour piloter un nombre croissant d'outils et répondre aux attentes des usagers.

Avec les chatbots, usagers des services publics et agents gagnent du temps / CHETRIT Judith

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796317/avec-les-chatbots-usagers-des-services>

Continuellement sollicitées par les habitants, les collectivités cherchent des moyens pour répondre rapidement à leurs questions courantes. Programme informatique de conversation, le chatbot fonctionne à condition d'avoir un site internet clair et des personnes dédiées en cas de demandes trop pointues. Avec un ton plus décalé, un avatar à l'allure humaine et des astuces, les chatbots visent à mieux orienter les usagers sur des périmètres préétablis de questions.

Quand dématérialisation rime avec marchandisation / FERNANDEZ RODRIGUEZ Laura

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 8-10

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796219/quand-dematerialisation-rime-avec-marchandisation>

Certains acteurs privés proposent aux usagers des services payants afin d'accéder aux aides sociales auxquelles ils sont éligibles. Ces pratiques questionnent la capacité des services publics à se rendre réellement accessibles, voire pourraient tomber sous le coup de la loi.

[↩ Retour sommaire](#)



Retour d'expérience Angevin : systèmes d'information et modélisation systémique. Concept, méthode et application sur deux exemples concrets / GILLARD Franck

Revue du gestionnaire public, 02/2022, n° 1, p. 47-56

Toute la difficulté de la mise en oeuvre d'un système d'information, quel qu'il soit, se trouve dans la capacité à prendre du recul sur celui-ci.

Complexe par définition, il peut être utile de s'appuyer sur un modèle pour mieux comprendre les "forces" en présence, leurs interactions réciproques...



Le département de Haute-Savoie digitalise la collaboration

IT for business, 02/2022, n° 2269, p. 32-33

Le conseil départemental a initié un vaste projet visant à casser les silos documentaires entre ses métiers. Celui-ci s'est concrétisé par la mise en place d'une digital workplace, couvrant la gestion documentaire, mais aussi la co-édition en ligne ou, encore, l'automatisation de processus documentaires.



Un groupement hospitalier numérise sa relation patient

IT for business, 02/2022, n° 2269, p. 30-31

De la prise de rendez-vous à la consultation en ligne, le portail du groupement hospitalier de Territoire du Vaucluse propose une gamme de services à la fois sécurisés via l'Identifiant national de santé et complètement automatisé grâce à l'intégration de la solution d'InterSystems à son existant.

Management/Ressources humaines

Carrière et congé de maternité, un arbitrage encore délicat / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/03/2022, n° 2606, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/794094/carriere-et-conge-de-maternite-un-arbitrage-encore-delicat/>

Informez sur sa situation de grossesse, rassurez sur sa disponibilité, maintenez des horaires à rallonge... L'avant et l'après-congé de maternité ne sont toujours pas aisés à concilier avec un poste à responsabilité.



« Dans notre procédure de "management libéré", chaque agent a voté pour le nouveau chef d'équipe »

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/03/2022, n° 2606, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39853179/-dans-notre-procedure-de-management-libere-chaque-agent-a-vote-pour-le-nouveau-chef-d-equipe>

Des jardiniers désignant leur chef, c'est la démarche de « management libéré » menée à Montreuil l'an dernier. Avec un résultat mitigé, selon sa directrice chargée de la modernisation, de l'évaluation et de l'organisation, Catherine De Beer.

Egalité femmes-hommes : changer de logiciel

Terra nova, 08/03/2022, 7 p

https://tnova.fr/site/assets/files/26409/terra-nova_la-grande-conversation-2022_egalite-femmes-hommes-changer-de-logiciel_080322.pdf?8vysh

Pourquoi les progrès sont-ils si lents dans la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde du travail, les parcours de vie et la situation sociale ? Passage en revue de quelques chantiers prioritaires et propositions pour accélérer des changements attendus depuis trop longtemps.

<https://tnova.fr/economie-social/protection-sociale-solidarites/egalite-professionnelle-entre-les>

<https://www.inegalites.fr/femmes-hommes-salaires-inegalites>

[☞ Retour sommaire](#)

Canada : L'armée part en guerre contre le harcèlement sexuel / HIRTZMANN Ludovic

Entreprise et carrières, 07/03/2022, n° 1566, p. 10

Alors que plusieurs militaires haut gradés des Forces armées ont été accusés de harcèlement sexuel l'an dernier, l'armée a réagi, en créant notamment un centre d'intervention.

La RATP féminise ses équipes d'agents de sécurité / ZOHIN Lys

Entreprise et carrières, 07/03/2022, n° 1566, p. 6-7

Consciente des enjeux de sécurité des usagers comme de son personnel, l'entreprise de transports parisiens veut recruter davantage de femmes, dont la présence est un atout dans les missions quotidiennes des équipes. Qui ne sont composées que de 6% d'agentes pour le moment.

Burn-out : le rôle primordial de l'entourage professionnel / GAZEAU Antoine

Brief magazine, 03/2022, n° 96, p. 34-37

Soit il vous guette et il s'agit d'en repérer les prémices, soit il vous a frappé et il s'agit de s'en relever. Le "burn-out" n'épargne certes pas les services com' des collectivités et autres institutions, mais on peut le mater. Témoignages et conseils.

Santé au travail [Dossier]

Liaisons sociales magazine, 03/2022, n° 230, p. 35-41

- Enfin une vraie prévention ? Pour réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles
- "Investir dans la prévention entraîne un retour sur investissement" - Davantage de place faite aux synergies d'expertises
- Vieillesse - Réduire la pénibilité pour garder les seniors en emploi

« Parler uniquement de qualité de vie au travail est un double leurre »

Entreprise et carrières, 28/02/2022, n° 1565, p. 16-17

Dans l'ouvrage Les Servitudes du bien-être au travail, Sophie Le Garrec, sociologue du travail à l'université de Fribourg (Suisse), a réuni les analyses de spécialistes issus de différentes disciplines des sciences humaines et sociales autour du travail et de la santé au travail. Ces analyses vont à l'encontre de la pensée dominante qui veut que la santé au travail soit une question de responsabilité individuelle.

Redoubler d'efforts face aux discriminations / TISSOT Nathalie

Entreprise et carrières, 28/02/2022, n° 1565, p. 10-13

Si l'égalité entre les hommes et les femmes progresse, les discriminations liées aux origines et au handicap restent très prégnantes dans le monde du travail, en dépit de la législation. À l'occasion de la journée Zéro Discrimination, le 1er mars, Entreprise & Carrières fait le point.

Au sommaire :

- "Les discriminations font peser un fardeau sur les entreprises et la société"
- Ouvrir les médias à la diversité

Prendre le harcèlement au sérieux / HIELLE Olivier

Entreprise et carrières, 21/02/2022, n° 1564, p. 10-13

De la prévention à l'enquête, le Code du travail et la jurisprudence imposent de nombreuses obligations aux employeurs. Si aucune modalité pratique n'est précisée, la formation à ces enjeux peut contribuer à une meilleure prise en charge, d'autant que le phénomène semble avoir augmenté avec la crise sanitaire.

La concertation managériale : Nouvel instrument gestionnaire ou figure hybride du modèle contemporain de gestion publique ? / ANTON Philippe

Revue du gestionnaire public, 02/2022, n° 1, p. 41-46

Détaché de l'AP-HP en qualité de chef de projet, Philippe Anton accompagne les organisations de travail de la fonction publique territoriale et de l'Etat dans les processus de change management et change digital autour de méthodes innovantes.

Conjointement il mène une activité de recherche qui porte sur trois axes : management public, ingénierie de la concertation managériale et la coordination des démarches de prévention primaires en santé au travail.

[Retour sommaire](#)

Recrutement et emploi [Dossier]

Magazine de l'ANDRH (Le), 01/2022, n° 615, p. 42-57

Nouvelle année rime souvent avec nouveaux besoins métiers et donc recrutement !

Dans ce dossier, découvrez des retours d'expériences concrets sur des problématiques actuelles ou des sources de questionnement autour de cette thématique centrale...

Agir contre les violences domestiques : le rôle de l'employeur

Magazine de l'ANDRH (Le), 01/2022, n° 615, p. 28-29

- Comment repérer les signaux faibles de violences ?
- Quelques idées de bonnes pratiques
- Quid de la responsabilité de l'employeur ?

Appreciative Inquiry : quand le positif nous fait avancer

Magazine de l'ANDRH (Le), 01/2022, n° 615, p. 36-39

Et si on faisait le pari d'apprendre à gérer les problématiques différemment, en se concentrant sur le positif, pour faire évoluer les choses ? Nous vous l'accordons, ce postulat de départ peut être quelque peu déconcertant. Et pourtant, c'est l'essence même de l'Appreciative Inquiry ! Nous vous proposons, dans ce grand angle, d'en apprendre plus sur cette pratique qui bouscule les codes par son approche.

Outre-Mer

A la Réunion, l'exil comme horizon / HEMMERICH Margot, METENIER Clémentine

Monde diplomatique (le), 03/2022, n° 816, p. 18-19

La population de la Réunion a quadruplé depuis que l'île est devenue département français en 1946. Afin de limiter la pression démographique et d'éviter une explosion sociale, les autorités ont toujours encouragé l'émigration vers la métropole. Mais cette dépendance vis-à-vis de l'Hexagone prive les Réunionnais d'une partie de leurs talents. Les jeunes gens aspirent de plus en plus à rester et à parler leur langue maternelle.

Crise sanitaire et compétence de l'Etat en Nouvelle-Calédonie / VERPEAUX Michel

Actualité Juridique. Droit Administratif, 28/02/2022, n° 7/2022, p. 409-416

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000044213878>

A la suite du Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat reconnaît la compétence de l'Etat pour imposer des mesures de lutte contre la pandémie de covid- 19 en Nouvelle- Calédonie, en dépit de la compétence de principe des autorités locales en matière de santé publique.

Conseil d'Etat, 14 octobre 2021, n° 441059

L'action extérieure des outre-mer : une diplomatie démultipliée ? / ABADIE Marc

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 77-84

La décentralisation des années 1980 a peu envisagé le cas particulier des outre-mer se voyant assez vite associée à la présence française dans un contexte géopolitique tendu du fait des essais nucléaires dans le Pacifique, de l'affaire du Rainbow Warrior et des tensions existantes en Nouvelle Calédonie. Il faut attendre les années 1999-2000 qui vont être marquées par une nette inflexion au profit des collectivités d'outre-mer pour leur donner plus de responsabilités en matière d'action extérieure et aller vers une véritable association à la diplomatie de la République. Globalement les nouvelles dispositions juridiques existant depuis 20 ans ont été mises en œuvre. Surtout, il faut relever une réelle volonté de l'Etat d'aboutir à une véritable conjonction de l'action des outre-mer et de celle de la République dans leur zone géographique. Ainsi par exemple les collectivités ultramarines ont intégré les organismes régionaux internationaux ou, sont sur le chemin de le faire. Cependant, au-delà de ce satisfecit d'ensemble "juridico administratif", force est de constater qu'au plan de l'action concrète en matière économique, sociale, environnementale ou de gestion de crises, le développement de la coopération régionale des collectivités d'outre-mer a produit des résultats concrets encore assez faibles.

[☞ Retour sommaire](#)

Passage à l'âge adulte des jeunes martiniquais restés au pays et dans l'Hexagone - Des jeunesses à l'épreuve des territoires / REGNIER LOILIER Arnaud

Agora débats/jeunesse, 2022, n° 90, p. 21-40

L'importance des flux migratoires des jeunes martiniquais vers l'Hexagone interroge sur les conditions d'entrée dans l'âge adulte de ceux restés au pays. À partir de données quantitatives, cette étude vise à mettre en regard différentes réalités de la jeunesse, en Martinique et dans l'Hexagone, deux territoires contrastés tant du point de vue économique, culturel, social que des solidarités familiales. Y sont décrits les principaux seuils classiquement retenus pour définir le passage à l'âge adulte (études, emploi, décohabitation, couple, enfants), en les situant socialement. Outre les âges de franchissement de ces seuils qui diffèrent, c'est aussi l'ordre dans lequel ils surviennent qui contraste d'un territoire à l'autre.

Rapport sur les cuisines d'Outre-Mer / DE ROZIERES Babette

Ministère des outre-mer, 2022, 210 p.

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/283983.pdf>

Missionnée par le ministre des Outre-mer, la cheffe Babette de Rozières a remis un rapport sur le patrimoine culinaire d'Outre-mer. Ce dernier dresse un état des lieux sur la situation des acteurs de la filière agroalimentaire ultramarine dans les 9 territoires. Ce secteur englobe le tourisme, la transmission des savoir-faire, la santé, l'éducation, la formation, la culture, et pose les bases de réflexion pour la mise en œuvre d'une politique de soutien aux professionnels de la filière agroalimentaire des territoires d'Outre-mer.

Sciences Humaines

La manipulation : les clés pour la reconnaître et la désamorcer [Dossier] / HEILBRUNN Benoît

Grands dossiers des sciences humaines (les), 03/2022, n° 66, p. 3-56

La manipulation a mauvaise presse. Elle nous choque parce qu'elle insinue le sentiment que nous ne serions plus maîtres aux commandes de nos pensées, de nos comportements, de nos vies. Comme le dit si justement Philippe Breton, « la manipulation consiste à “entrer par effraction” dans l'esprit de quelqu'un pour y déposer une opinion ou provoquer un comportement sans que ce quelqu'un sache qu'il y a eu effraction »

De la bienveillance affichée du nudge au lavage de cerveaux qui a toujours été l'arme favorite des systèmes totalitaires, le spectre de la manipulation est large.

Où commence la manipulation ? À qui profite-t-elle ? Est-elle nécessairement immorale ? Forcément diabolique ? Telles sont les interrogations auxquelles des spécialistes sont, dans ce numéro, invités à répondre. Sommaire :

- Manipulation, influence, consentement : de quoi parle-t-on ? Benoît Heilbrunn
- La manipulation est une science appliquée. Entretien avec David Colon
- Le jeu de mains du marché. Benoît Heilbrunn
- Nudge, la manipulation bienveillante. Rémy Sussan
- Le soft power, une arme de séduction. Benoît Heilbrunn
- Quand Internet nous mène par le bout du clic. Nicolas Guéguen
- La manipulation mentale, deux siècles de fantasmes. Jean-François Marmion
- Quand la parole nous trompe. Benoît Heilbrunn
- Dominant-dominé, anatomie d'une relation. Achille Weinberg
- L'art de se manipuler tout seul. Romina Rinaldi
- Comment vendre un frigo à un Inuit. Héloïse Junier
- Quand les images fabriquent l'opinion. Pascale Molinier
- Manipulez qui vous aimez ! Jean-François Marmion
- Les pièges de l'empathie. Entretien avec Serge Tisseron
- Démasquer les menteurs. Claudie Bert
- Aiguiser le sens critique. Gérald Bronner
- Un « jeu » pour sortir des impasses. Stephen Karpman
- Se soumettre... en toute liberté. Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois

Bibliographie

https://www.scienceshumaines.com/la-manipulation_fr_828.htm

[☞ Retour sommaire](#)

Qu'est-ce que l'intelligence ? [Dossier]

Sciences humaines, 03/2022, n° 345, p. 29-54

On a beau la mesurer et la modéliser, rien ne reste plus énigmatique que l'intelligence... Elle a eu, au cours des siècles, mille définitions. Les Grecs louaient la mètis, cette intelligence pratique qui combinait le flair, la sagacité et la débrouillardise ; la philosophie classique l'a ramenée à la raison ; la psychologie moderne a fait de la logique une clé de sa mesure ; les neurosciences explorent aujourd'hui les intelligences créatives et émotionnelles...

Et si les intelligences étaient toujours singulières, surprenantes, rebelles à nos cadres conceptuels ?

Au sommaire :

Qu'est-ce que l'intelligence ?

- D'Ulysse aux neurosciences. Martine Fournier
- Les théories de l'intelligence. Martine Fournier
- Six questions sur l'intelligence. Sophie Brasseur et Catherine Cuche
- Les émotions et l'intellect, un dialogue continu. Jacques Grégoire
- Fanny Nusbaum : « Écoutez votre inconscient cognitif ! »
- Haut potentiel ou handicap ? Michel Habib
- L'intelligence artificielle est-elle vraiment intelligente ? Olivier Houdé
- Bibliographie

https://www.scienceshumaines.com/qu-est-ce-que-l-intelligence_fr_827.htm

https://www.scienceshumaines.com/pour-prolonger-la-lecture_fr_44324.html

La participation citoyenne au chevet de la démocratie

Monde (le), 26/02/2022, p. 30-31

L'engagement direct du peuple dans la décision publique peut redonner du souffle au système représentatif. Mais l'instauration du « citoyen-législateur » remet en cause deux cents ans de théories politiques.

Sécurité civile et publique

Le maire et les troubles sonores de voisinage / LEHNISCH Bruno

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2022, n° 2, p. 91-93

A l'heure où le vivre-ensemble suscite des débats passionnés, le maire et, lorsqu'elle existe, la police municipale, se trouvent souvent en première ligne en cas de trouble sonore de voisinage. Sur le plan juridique, cette notion se dérobe toutefois dans des contours flous qu'il est difficile de tracer avec précision. Quand s'arrête le trouble normal de voisinage, résultant de la vie en collectivité et quand commence le trouble anormal excédant ce qu'on est censé supporter ? Quels sont les outils à la disposition du maire pour réprimer les atteintes à la tranquillité publique ? Doit-il privilégier les modes amiables alternatifs aux sanctions ? Peut-il orienter le litige vers un conciliateur de justice ?

Le cadre d'emplois des infirmiers de SPP / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/65599/les-infirmiers-de-sapeurs-pompiers-professionnels-en-10-questions/>

Les infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels (SPP) constituent un cadre d'emplois d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A. Le concours comporte une phase d'admissibilité comprenant l'examen du dossier de sélection du candidat et une phase d'admission consistant en un entretien avec le jury. Une fois recrutés, les agents sont nommés stagiaires pour une durée d'un an et doivent suivre une formation d'intégration obligatoire à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033076574/>

[☞ Retour sommaire](#)

Les principales mesures du nouveau code de justice pénale des mineurs

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 62-63
<https://www.lagazettedescommunes.com/791824/les-principales-mesures-du-nouveau-code-de-justice-penale-des-mineurs/>

Même s'il opère une certaine refonte, le code de justice pénale des mineurs reste dans la continuité de l'ordonnance du 2 février 1945, dont il réaffirme un certain nombre de principes. Une procédure exceptionnelle, dite « d'audience unique », fait son entrée dans le code : elle permet au juge de statuer dans une seule audience sur la culpabilité et la peine du mineur. Le code n'inclut pas la situation des mineurs non accompagnés gérés par les départements ou, plus largement, le rôle de l'aide sociale à l'enfance, qui demeurent inscrits dans d'autres textes.
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189286/>

« La vidéosurveillance peut être utile » / ELIE Mathilde

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 22-23
<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796259/la-videosurveillance-peut-etre-utile>

Guillaume Gormand, chercheur associé au Cerdap2, IEP de Grenoble. Entre fin 2013 et début 2020, le nombre de caméras de vidéosurveillance dans les cinquante villes les plus peuplées de France a été multiplié par 2,4, passant de près de 4 800 à plus de 11 400. Poussées par l'État à s'équiper, au travers du fonds interministériel de prévention de la délinquance, les collectivités y voient un outil indispensable dans la dissuasion et l'élucidation des crimes et des délits. Les scientifiques, eux, ne cessent de démontrer dans leurs enquêtes l'inefficacité de ces caméras très onéreuses. Dans un rapport consacré aux polices municipales publié en octobre 2020, la Cour des comptes enfonce le clou, estimant que l'efficacité n'est pas prouvée, pour des coûts importants.
<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-polices-municipales>

Les intercos déclarent la guerre aux panneaux publicitaires / JARJAILLE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 40-42
<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796303/les-intercos-declarent-la-guerre-aux>

Le règlement local de publicité intercommunal remplace les règlements communaux, afin de réguler et d'harmoniser l'affichage sur le territoire. Le règlement s'applique aux afficheurs, en limitant le nombre de panneaux publicitaires, ainsi qu'aux commerces et locaux, en encadrant les enseignes et les pré-enseignes. Les afficheurs ont deux ans pour se mettre en conformité. Jusqu'en 2024, les communes restent chargées de la mise en demeure et de l'enlèvement des panneaux.

Services techniques et transitions écologiques

Cas des espèces protégées : le point sur la dérogation pour raisons impératives d'intérêt public majeur / CUNY Vianney

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 50-51
<https://www.lagazettedescommunes.com/794503/cas-des-especes-protgees%e2%80%89-le-point->
Lorsqu'un projet implique une atteinte notable aux espèces protégées et à leurs habitats, à titre dérogatoire, il ne peut être autorisé que sous trois conditions cumulatives. Cette analyse fait le point sur la notion de raisons impératives d'intérêt public majeur, construite par la jurisprudence.

Hydrogène vert cherche éoliennes pour projets de mobilité inédits / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606
<https://www.lagazettedescommunes.com/793913/hydrogene-vert-cherche-eoliennes-pour-projets->

L'engouement pour l'hydrogène peut s'inscrire dans des logiques territoriales qui permettent de produire et consommer une énergie 100 % locale et renouvelable. Chaque niveau de collectivité peut trouver sa place dans la chaîne de valeur. Au nom du développement économique, de la transition énergétique ou de la mobilité. Avec un électrolyseur exploité par Lhyfe et raccordé à ses éoliennes, le Sydev a la certitude que l'électricité transformée en hydrogène est bien celle de son parc. Reportage en Vendée.

[↩ Retour sommaire](#)

Le soleil en renfort d'une installation géothermique / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 43

<https://www.lagazettedescommunes.com/793403/le-soleil-en-renfort-dune-installation->

A Annecy, une école teste le stockage thermique intersaisonnier : le sous-sol est chauffé l'été et restitue ses calories quand il fait froid.

Ces collectivités qui se démènent pour la santé environnementale / LANGLOIS Geraldine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 36-38

<https://www.lagazettedescommunes.com/792759/ces-collectivites-qui-se-demenent-pour-la-sante->

Les préoccupations des habitants et le changement climatique incitent les collectivités locales à développer des politiques de santé environnementales.

L'aide à la rénovation thermique des bâtiments publics / LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 55

<https://www.lagazettedescommunes.com/793288/laide-a-la-renovation-thermique-des-batiments->

L'Etat met près de un milliard d'euros sur la table pour le bloc communal et les départements. Fiche pratique.

La transition énergétique à l'heure des choix / PAPON Pierre

Futuribles, 03/2022, n° 447, p. 21-34

Au cours de l'année 2020, nous avons ouvert, dans Futuribles, une série spécifiquement consacrée à la transition écologique et énergétique. Ces derniers mois, plusieurs organisations ont rendu publics différents travaux visant à alimenter le débat relatif à l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050, objectif affiché par la France (et l'Union européenne) pour lutter contre le changement climatique.

Pierre Papon a examiné et comparé les principales publications proposant des scénarios ou des plans d'action en matière de transition énergétique pour la France à l'horizon 2050 (émanant de l'ADEME, RTE, NégaWatt et du Shift Project) ; il détaille ici les enseignements qui en ressortent, venant ainsi compléter notre série lancée en 2020.

<https://www.rte-france.com/analyses-tendances-et-prospectives/bilan-previsionnel-2050-futurs->

<https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2022>

<https://theshiftproject.org/article/emploi-moteur-transformation-bas-carbone-rapport-final->

<https://www.ademe.fr/lademe/priorites-strategiques-missions-lademe/transitions-2050-choisir->

Instructeur de permis de construire : une expertise à valoriser à l'heure de la dématérialisation / SNASLI Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 27

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796269/une-expertise-a-valoriser-a-l-heure-de-la->

La dématérialisation pourrait donner l'occasion aux instructeurs de permis de construire de mettre en avant leurs compétences, encore trop peu reconnues.

L'esthétisme de la ville

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 19-22

La ville, cet espace de proximité où les cinq sens des habitants sont en permanence à l'affût. Modifier le moindre élément urbain et l'élu peut être la cible de vives critiques en l'espace de quelques secondes à peine. De sorte que l'aménagement urbain est devenu un enjeu politique de premier plan. « Touche pas à mon mobilier urbain » pourrait scander certain ! Et pourtant, comme tous les éléments d'aménagement, ceux-ci sont périssables. Leur renouvellement est donc indispensable. Ces éléments constituent pourtant des repères visuels, sonores ou olfactifs d'une ville. Ils composent l'ADN d'une ville, voire ils sont l'ADN de la Ville. Face aux enjeux climatiques, aux évolutions du rapport des habitants à l'espace public, la Ville s'adapte... pour le pire comme le meilleur.

24 heures avec un directeur d'éclairage urbain / PAC Cyrille

Techni.cités, 02/2022, n° 350, p. 58-59

<https://www.lagazettedescommunes.com/786728/24%E2%80%AFheures-avec-un-directeur->

Thierry Marsick assure la direction de l'éclairage urbain de la ville de Lyon. Obligations réglementaires, lutte contre la pollution nocturne, enjeux de sécurité... il navigue entre toutes ces contraintes pour concevoir un "paysage nocturne". Rencontre.

[🔗 Retour sommaire](#)

Les élus locaux face aux décharges sauvages. Rapport d'information n° 552 (2021-2022) de Mme Françoise GATEL, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, déposé le 25 février 2022 / GATEL Françoise, 02/2022, 44p.

<http://www.senat.fr/rap/r21-552/r21-552.html>

Les difficultés inhérentes aux décharges sauvages constituent une part importante de l'action quotidienne des élus locaux. En effet, les dépôts illégaux de déchets ont des impacts multiples et directs tant sur la qualité de vie des citoyens (nuisances), que sur l'environnement (pollutions) et la santé publique (maladies). Les enjeux sont d'autant plus importants que l'inaction des élus en la matière constitue une faute lourde de nature à engager la responsabilité de l'administration.

Lancer son projet local de production d'énergie [Dossier] / CESSIEUX Baptiste

Techni.cités, 02/2022, n° 350, p. 15-20

<http://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=>

Construire des éoliennes et des panneaux photovoltaïques est à la portée des collectivités. Encore faut-il trouver son chemin dans la multitude de gouvernances possibles pour déployer les centrales et opérer la production d'électricité. Alors faut-il viser l'autoconsommation ou la revente sur le réseau ? Vaut-il mieux faire appel à un prestataire ? Créer un service dédié ? Fonder une société d'économie mixte ? Ou devenir actionnaire au côté des citoyens ?

"Soyons réalistes, demandons l'impossible", ou comment les conseils régionaux tentent de s'insérer dans la gouvernance de l'énergie / DEGREMONT DORVILLE Marie

Politiques et management public, 10/2021, n° 4, p. 397-424

<https://pmp.revuesonline.com/resnum.jsp?editionId=3737>

A partir de la seconde moitié du XXe siècle, les collectivités territoriales, et en particulier les conseils régionaux, ont joué un rôle effacé dans la gouvernance de l'électricité. Ils disposent historiquement de faibles ressources pour y intervenir. Cependant, à la faveur de réformes récentes et de la mise sur agenda du thème de la transition énergétique, l'opportunité d'avoir une place plus importante dans ce domaine s'ouvre aux conseils régionaux. Malgré des différences de situation, le principal mode d'action mobilisé par les régions étudiées -Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur- est le même : elles s'appuient sur les symboles et la communication pour revendiquer leurs ambitions et affirmer leur légitimité à agir davantage sur ce sujet...

Social/Santé

Travail social - La solidarité a un prix

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 6-13

Créée en 1983, la Journée mondiale du travail social permet de braquer, une fois dans l'année, les projecteurs sur les professionnels. L'occasion de rappeler la crise des vocations sans précédent que traverse le secteur social et médico-social et l'urgence d'apporter des réponses. A commencer par une vraie reconnaissance.

« La ringardisation vient d'abord de l'intérieur »

« A quoi bon défendre encore le métier d'éduc spé ? »

« On n'associe pas forcément l'écologie au travail social »



Le bien vivre-ensemble se tisse dans un quartier populaire / LAZAROVA Rouja

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 07/03/2022, n° 2605, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/793407/le-bien-vivre-ensemble-se-tisse-dans-un-quartier-populaire/>

La ville de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines, 44 800 hab.) a initié une démarche originale et participative, appelée « Axiom », afin de recréer les liens entre les habitants.

[Retour sommaire](#)

Sans-abri - L'hébergement en chantier perpétuel

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p.6-11

En dix ans, le nombre de personnes sans domicile fixe a doublé. Face à une faible croissance du parc immobilier, le « Logement d'abord » peine à se généraliser. Cela n'empêche pas certains acteurs d'expérimenter, pour répondre aux besoins des personnes comme pour pallier les défaillances de l'Etat.

- Grands Marginaux : l'expérimentation nantaise

- « Habiter passe par la possibilité de conserver les liens créés dans la rue », sociologue Edouard Gardella

<https://sansabrisme.hypotheses.org/>

Protection des enfants : l'essentiel de la nouvelle loi

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p. 14-19

Améliorer le quotidien des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance, les protéger contre les violences, sécuriser les assistants familiaux... Présentation des principales dispositions de la nouvelle loi sur la protection des enfants du 7 février 2022.

Educateurs spécialisés : la longue route vers la reconnaissance

Liaisons sociales magazine, 03/2022, n° 230, p. 20-22

Ils faisaient partie des oubliés du Ségur de la santé. Les éducateurs spécialisés, des métiers non reconnus, déjà en souffrance, ont été revalorisés par le Gouvernement lors de la Conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social.

Une circulaire fixe les règles des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté pour 2022

Banquedesterritoires.fr, 28/02/2022

<https://www.banquedesterritoires.fr/une-circulaire-fixe-les-regles-des-conventions-dappui-la-lutte>

Une circulaire précise les modalités d'élaboration des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (Calpae) départementales, métropolitaines et régionales, contractualisation qui a été prolongée en 2022. Elle précise aussi l'articulation des Calpae avec les autres conventions entre l'État et les collectivités.



Une nouvelle méthode permet de viser une qualité de l'air intérieur optimale / CACCIVIO

Alexandra

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796312/une-nouvelle-methode-permet-de-viser-une>

Grenoble connaît régulièrement des pics de pollution. La ville fait partie des 20 sites en France ne respectant pas les normes limitant la quantité de dioxyde d'azote dans l'air. Les collectivités ont d'ailleurs l'obligation de surveiller la qualité de l'air intérieur dans les écoles et les crèches depuis 2018, les enfants y étant particulièrement sensibles. Grenoble s'est inscrite dans un appel à projets de l'Ademe pour tester une méthode de management de la qualité de l'air, dans le cadre de la construction d'une école.

Le sport-santé trouve une porte d'entrée dans les clubs / VIGNE LEPAGE Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/02/2022, n° 2604, p. 43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39796307/le-sport-sante-trouve-une-porte-dentree->

La ville et des enseignants d'activité physique adaptée ont créé, pour les malades chroniques, un sas vers la pratique sportive en club.

Le 3977 pour signaler des maltraitances envers les personnes âgées

Service-public.fr, 23/02/2022

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15520?xtor=EPR-141>

Le 3977 est le numéro national d'écoute destiné aux personnes âgées et aux adultes en situation de handicap victimes de maltraitance. Gratuit, disponible 7 jours sur 7, ce numéro permet aux victimes et aux témoins de signaler des actes de maltraitance. Les signalements peuvent aussi être réalisés à l'aide d'un formulaire en ligne ou par courriel. La plateforme 3977 est accessible aux personnes sourdes et malentendantes.

<https://3977.fr/nous-contacter/>

[Retour sommaire](#)

" Experts, acteurs, ensemble... pour une société qui change" Choisir un métier du travail social c'est se donner le « pouvoir d'agir », avec les personnes que l'on accompagne, pour faire advenir une société « inclusive ». / PIVETEAU Denis

Gouvernement, 15/02/2022, 57 p.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2022/02/rapport_de_m._denis_piveteau_-_experts_acteurs_ensemble_pour_une_societe_qui_change_-_23.02.2022.pdf

Métiers de l'accompagnement social et médico-social : M. Denis Piveteau remet au Gouvernement son rapport « Experts, acteurs, ensemble... pour une société qui change »

Face aux difficultés rencontrées dans le secteur social et médico-social au plan des ressources humaines, et alors que le secteur est traversé par des transformations importantes, le Premier ministre a missionné en novembre dernier M. Denis Piveteau, conseiller d'État, ancien directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), pour esquisser les perspectives nécessaires à ces métiers, en lien avec les aspirations des personnes accompagnées. Les conclusions de cette réflexion seront partagées avec les acteurs de la solidarité, les Conseils départementaux et les partenaires sociaux lors de la Conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social qui se tiendra le 18 février 2022

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2022/02/annexes_au_rapport_de_m._denis_piveteau

Un groupement hospitalier numérise sa relation patient

IT for business, 02/2022, n° 2269, p. 30-31

De la prise de rendez-vous à la consultation en ligne, le portail du groupement hospitalier de Territoire du Vaucluse propose une gamme de services à la fois sécurisés via l'Identifiant national de santé et complètement automatisé grâce à l'intégration de la solution d'InterSystems à son existant.

Quelle coopération décentralisée en santé ? / CASTAING Cécile

Pouvoirs locaux, 02/2022, n° 120, p. 50-57

"S'il est bien une question dont on ne peut pas dire qu'elle n'a rien à voir avec la choucroute, c'est bien la coopération sanitaire transfrontalière". C'est ainsi qu'Olivier Renaudie démontre qu'il existe des caractéristiques épidémiologiques dans certaines zones géographiques et que les populations des régions situées de part et d'autre d'une frontière peuvent être sujettes à des pathologies similaires en raison d'habitudes alimentaires communes. Cette simple observation suffit à montrer qu'il n'existe pas une santé française et d'autres santés par-delà les frontières...

"La participation des personnes accompagnées : un choc des pratiques pour un enjeu démocratique" [Bibliographie] // Réseau des Documentalistes

CNFPT, 02/2022

<https://padlet.com/berangereguillet/x7k4ncxcaffsfjhz>

Ressource réalisée dans le cadre du webinaire du 03 février 2022, organisé par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.

Le parcours des réfugiés : de l'asile à l'intégration [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 02/2022, 57 p.

https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/parcours_refugies_02_2022.pdf

Au sommaire :

- Parcours et flux migratoires en France, en Europe et dans le monde
- Stéréotypes et préjugés
- Procédure de demande d'asile et repères juridiques
- Devenir réfugié et après ?
- Relation interculturelle
- Ressources complémentaires
- Liens utiles

[↩ Retour sommaire](#)

RSA - Stop ou encore ?

Journal des acteurs sociaux, 02/2022, n° 264, p. 16-22

Alors que la loi de finances pour 2022 vient d'ouvrir timidement la voie à une renationalisation du revenu de solidarité active (RSA) dans quelques départements volontaires, la question de la réforme du dispositif s'invite dans le débat des élections présidentielles. En témoigne, par exemple, la proposition de la candidate de la droite républicaine, Valérie Pécresse, qui souhaite que "celui qui touchera le RSA donnera chaque semaine 15 heures d'activité à la société". Une manière de relancer à nouveau la question fondamentale du lien entre RSA et insertion.

Services publics, services numériques [Dossier]

Informations sociales, 2022, n° 205

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2022-1.htm>

Au sommaire :

- Un service public numérique pour tous

Partie 1. Panorama des usages numériques

- Le numérique à l'épreuve des fractures sociales

- Accès aux services publics : l'action de l'État, des Caf et des opérateurs publics pour l'inclusion numérique

- Illectronisme et illettrisme : la question des compétences minimales pour maîtriser les outils numériques

- Réception de l'e-administration par les professionnels et mutation du travail social

Partie 2. Moderniser sans exclure

- Services publics : une révolution numérique en marche

- « Développer des services publics numériques qui donnent confiance et qui font confiance » (entretien)

- La transition numérique, une menace pour le recours aux droits sociaux des personnes en situation de précarité socio-économique

- L'État plateforme contre l'État ?

Partie 3. Logique de parcours et inclusion numérique

- L'indice de fragilité numérique : les données comme levier pour comprendre les exclus du numérique

- L'indice de fragilité numérique comme outil complémentaire de détection des allocataires Caf éloignés du numérique

- Sur le fil de la crise sanitaire, la médiation numérique se réinvente

- « Répondre au besoin social massif de médiation numérique par une stratégie économique durable et soutenable » (entretien)

- Évaluer ses compétences numériques avec Pix pour construire son parcours d'inclusion numérique

- Réseaux Pimms Médiation : intégrer l'inclusion numérique dans la réponse à l'urgence sociale

- Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'inclusion numérique s'aborde en réseau(x)*

- Lutter numériquement contre les effets de la pandémie : la proposition des centres sociaux

Dessiner la Santé publique de demain / CHAUVIN Franck

Ministère de la solidarité et de la santé, 11/2021, 158 p.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_chauvin.pdf

Fondée sur les valeurs de l'équité, la solidarité, la transparence et l'efficacité, l'évolution du système de santé se construit autour de cinq principes d'action :

- repositionner la lutte contre les inégalités sociales et territoriales au cœur des politiques ;

- établir la santé en tant que paramètre d'intervention et d'évaluation de toutes les politiques publiques ;

- renforcer la mise en œuvre territoriale de la santé publique ;

- promouvoir la démocratie en santé ;

- appliquer une approche dite de « One Health » (une seule santé) qui vise à développer les collaborations interdisciplinaires entre la santé humaine, animale et environnementale.

S'appuyant sur l'innovation (technologique, scientifique, sociale et organisationnelle) cette évolution permettra de combler en 10 ans le retard en espérance de vie en bonne santé, améliorer le système de santé et pérenniser le système de protection sociale et promouvoir la santé pour toutes et tous.

[Retour sommaire](#)

La prise en charge médicale des personnes âgées en EHPAD - Un nouveau modèle à construire /

MEUNIER Michelle, BONNE Bernard

Cour des comptes, 12/2021, 122 p.

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2021/r21-536-notice.html>

Dans cette enquête remise à la commission des affaires sociales, la Cour des comptes examine les leviers d'une prise en charge médicale de qualité et le rôle qui pourrait être dévolu aux Ehpads dans une approche davantage soucieuse de l'évolution des besoins des personnes âgées.

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

+ Sites internet



En réponse à la crise du Covid-19, le labo du CNFPT a lancé la "Riposte créative territoriale" dès mars 2020, à l'initiative de membres de la communauté de l'innovation publique territoriale ([retrouvez l'appel initial](#)).

L'objectif ? Co-construire, avec les collectivités territoriales, les réponses formatives innovantes pour faire face à ces défis complètement inédits, en mobilisant l'intelligence collective.

Comment développer des modes d'apprentissage dans l'urgence, pour des solutions créatrices de valeur sociale pour le service public territorial et la démocratie locale ?

<https://ripostecreativeterritoriale.xyz>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»

<https://thinkerview.com>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

- + Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2022 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)